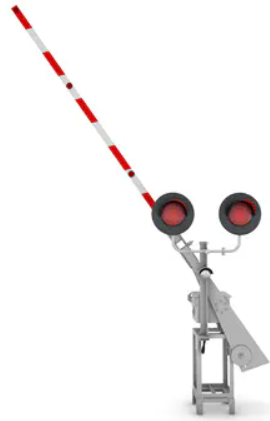


**24 mai 2021, lettre ouverte des représentants du personnel d’Office DEPOT**

Aujourd’hui est un triste jour pour les élus et les salariés d’Office DEPOT. Les CSEE et le CSEC ont rendu leur avis sur les projets de reprise de l’entreprise et il apparaît qu’aucun projet ne protège les salariés d’une casse sociale terrible. L’offre la mieux-disante cause malgré tout 800 licenciements. L’entreprise et les 1500 salariés ne sont pas en cause, la situation catastrophique dans laquelle se trouve l’entreprise est de la seule responsabilité de l’actionnaire.

Depuis son arrivée en 2017, Aurelius n’a jamais rempli son rôle. Ainsi il n’a jamais permis à l’activité de tourner convenablement, il n’a jamais soutenu sa filiale pour lui permettre de réaliser les investissements nécessaires, il n’a jamais garanti des services de qualité au profit de sa filiale. Au contraire, l’actionnaire a fait remonter tout l’argent possible par le biais de management fees (20 millions par an) et d’opération d’annulation de créance de 70 M€ par réduction de capital, laissant Office DEPOT France exsangue et provoquant une casse sociale terrible et inacceptable pour les représentants du personnel.

Aurelius n’en est pas à son coup d’essai. Fonds d’investissement allemand au business model rodé : racheter des entreprises à bas prix, ne réaliser aucun investissement, assécher la trésorerie, vendre les actifs et finir par un redressement judiciaire. Le passif d’Aurelius est lourd : les sociétés Isochem, Prisme et Quelle ont vécu cette situation.



Depuis deux ans, les élus ont alerté et usé de tous les moyens à leur disposition pour empêcher ce sabotage, tous les voyants étant au rouge. Force est de constater que personne n’a agi efficacement à commencer surtout par l’Etat et les services du Bruno Lemaire au CIRI, qui, alertés dès 2020, et bien que les élus les aient rencontrés à de multiples reprises, n’a pas daigné user de son influence pour infléchir le cours des évènements et stopper le pillage de l’entreprise. Les politiques sollicités ont appuyé les demandes des élus sans réussir à faire agir le gouvernement, complice des agissements de l’actionnaire vautour et connu de l’Etat. C’est insensé !

Le marché de la fourniture de bureau est un marché qui gagne de l’argent puisque nos concurrents prospèrent. Office DEPOT a des atouts pour exister et grandir. Sa légitimité sur le marché n’est plus à démontrer. L’échec est dû à Aurelius et à l’inaction du gouvernement.

La situation d’aujourd’hui aurait pu être évitée par la volonté de quelques-uns. Cette histoire laisse les salariés et leurs représentants dans un état d’écœurement absolu.

L’audience qui doit décider de l’avenir d’Office DEPOT demain, qui se décidera enfin à agir ?

Sébastien Fournier, Délégué central syndical UNSA

Tel : 06 11 99 83 32

Michel Delattre, Délégué central syndical CFE-CGC